



Bulletin de l'Institut français d'études andines

ISSN: 0303-7495

secretariat@ifea.org.pe

Institut Français d'Études Andines

Organismo Internacional

Lair, Eric

Colombie: une guerre privée de sens?

Bulletin de l'Institut français d'études andines, vol. 29, núm. 3, 2000

Institut Français d'Études Andines

Lima, Organismo Internacional

Available in: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=12629311>

- How to cite
- Complete issue
- More information about this article
- Journal's homepage in redalyc.org

redalyc.org

Scientific Information System

Network of Scientific Journals from Latin America, the Caribbean, Spain and Portugal

Non-profit academic project, developed under the open access initiative

COLOMBIE : UNE GUERRE PRIVÉE DE SENS ?

Eric LAIR*

Résumé

Voilà plus de vingt ans que la Colombie connaît des phénomènes de violence collective singulièrement aigus et complexes. Depuis le début de la décennie 80, l'intensification de la confrontation entre forces armées, guérillas et paramilitaires a été telle que cette dernière domine désormais le panorama général de la violence.

L'intensification du conflit, surtout à l'encontre des populations civiles, a suscité un nombre croissant d'analyses, de commentaires et de réactions diverses. La plupart de ces interprétations privilégient une approche en termes d'irrationalité et de violences éruptives privées de sens. Le propos de cet article est précisément de discuter et confronter cette vision avec une lecture plus rationnelle des faits afin de voir dans quelle mesure la confrontation armée parvient à se structurer dans une trame explicative beaucoup plus intelligible.

Mots clés : *Colombie, violence, conflit armé, cruauté, irrationalité, stratégie.*

COLOMBIA: ¿UNA GUERRA SIN SENTIDO?

Resumen

Desde hace más de veinte años, Colombia conoce fenómenos de violencia colectiva particularmente agudos y complejos. A partir de la década de los 80, la intensificación de la confrontación entre fuerzas armadas, guerrillas y paramilitares ha sido tan significativa que ésta domina ahora el panorama general de la violencia.

La intensificación del conflicto, sobre todo contra las poblaciones civiles, ha suscitado un número creciente de análisis, comentarios y reacciones diversas. La mayoría de estas interpretaciones han privilegiado una lectura en términos de irracionalidad y de violencias eruptivas como si el conflicto estuviese privado de cualquier significado. El propósito del artículo es precisamente discutir y confrontar esta visión con un enfoque más racionalista para ver en qué medida la confrontación armada logra estructurarse en una trama explicativa mucho más intelligible.

Palabras claves: *Colombia, violencia, conflicto armado, crueldad, irracionalidad, estrategia.*

* Institut Français d'Études Andines (IFEA, Colombie). E-mail : ericclair@yahoo.fr

À la mémoire de mon ami et professeur, Darío Betancourt Echeverry, enlevé et assassiné en 1999.

COLOMBIA: A SENSELESS WAR?

Abstract

For more than two decades now, Colombia has faced the acute and complex phenomena of collective violence. Since the early 80s, the confrontation between the Colombian armed forces, the guerrilla and paramilitary groups has increased so much that today the conflict overwhelms the general outlook of violence.

The intensification of the armed conflict, especially against civilian populations, has entailed a growing number of analyses, commentaries and reactions. Most of these interpretations have privileged an approach framed in terms of irrationality and eruptive violence as if the conflict were senseless. The main goal of this paper is to discuss and confront this kind of approach with a rationalist thesis in order to see how the armed struggle can be structured and read in a more intelligible framework.

Key words: *Colombia, violence, armed conflict, cruelty, irrationality, strategy.*

La guerre montre un autre visage,
dès que l'on veut bien la regarder.
Alain, *Mars ou la guerre jugée.*

Depuis la fin des années 1970 la Colombie connaît des phénomènes de violence singulièrement aigus qui en font l'un des pays les plus violents au monde. Au cours de la décennie 1990, le pays a ainsi vécu au rythme de plus de 22 000 morts par an avec un taux d'homicide national situé autour de 70 pour 100 000 habitants (1).

Outre son intensité, cette violence se singularise par sa grande complexité. En effet, bien que le conflit (2) entre les forces de l'État, les guérillas et les paramilitaires domine le panorama général de la violence, d'autres formes de violence collective sont à l'œuvre. On citera à titre d'exemple, les violences associées à l'activité des milices urbaines, à la délinquance commune, à la contrebande ou encore au trafic de drogue. À cela s'ajoutent des violences beaucoup plus éclatées, tels les règlements de compte individuels, les vols armés meurtriers et la violence intra-familiale. Loin d'être cloisonnées entre elles, toutes ses formes de violence entrent souvent en interaction. Il se crée notamment des circularités entre la violence des guérillas/paramilitaires et des milices urbaines ou des groupes de délinquant qui agissent sous contrat pour le compte des premiers (enlèvements, assassinats, extorsion, etc.).

De manière générale, les interférences entre les protagonistes de la violence sont parfois telles qu'on ne voit pas très clairement qui agit et selon quels motifs. Il devient alors difficile de savoir avec exactitude où sont les frontières, toujours plus incertaines, de la violence politique, sociale et de la criminalité économique.

(1) Nous ne faisons ici référence qu'aux violences meurtrières dites " intentionnelles ".

(2) Pour des raisons de style, nous emploierons sans distinction de sens les mots " guerre " et " conflit (armé) ".

L'ensemble des manifestations de la violence mentionnées ci-dessus ont été regroupées sous le terme générique de " violence généralisée " (Pécaut, 1994). Si on peut dire que la Colombie vit une situation de " violence généralisée ", il serait erroné de croire que le conflit interne est lui aussi généralisé. Au contraire, ce dernier affecte la société de manière différenciée selon les époques et les espaces au point d'être décrit, en des termes ambigus et contestables, comme un conflit " limité " (Rangel, 1998).

En dépit de son intensification au cours des dernières années, le conflit armé n'a pas provoqué un effondrement des principales structures du pays. La Colombie n'est pas un simple foyer de désordre ou une " zone grise " (Raufer, 1993) aux mains de pouvoirs criminels comme on le lit sous la plume d'observateurs en quête de sensationnalisme ou dans des analyses faites dans l'urgence de l'actualité.

Évidemment le pays est fragilisé par cette " violence généralisée ", un système judiciaire déficient et un État dont on répète à souhait qu'il est " faible ". Toutefois, cet État ne s'est pas totalement délité. De plus, le pays peut encore se prévaloir de valeurs démocratiques et de ne pas avoir enfanté de régime militaire durable à la différence des autres pays de la région.

La capacité d'adaptation des Colombiens à la violence surprend elle aussi. Certes, on dénote une certaine banalisation, passivité voire indifférence face aux phénomènes de violence quels qu'ils soient. Mais la société civile (ONG, Église, associations populaires, etc.) ne fait pas que s'accoutumer à la violence, elle se mobilise de plus en plus contre les actes de cruauté perpétrés à l'encontre des populations. Cette mobilisation reste fragmentaire et limitée dans le temps. Et comment pourrait-il en être autrement dans un pays où la violence et le climat de méfiance sont si diffus ? Toutefois, elle a le mérite d'exister à un moment où le conflit armé est entré dans une phase d'expansion sans précédent.

En fait, le conflit se développe sur fond de tendances en apparence contradictoires dans lesquelles coexistent des périodes de confrontation et de relative accalmie dans l'usage de la violence armée, l'ordre et le désordre, la révolte et la paralysie sociales en réaction aux manifestations de la violence, l'impunité et les marques d'un État de droit.

La lecture du conflit n'est donc pas simple. D'autant que la guerre manque de référents politiques, idéologiques ou communautaires qui se combinent dans d'autres conflits armés pour expliquer les dynamiques de la confrontation et la participation (in)directe des civils aux combats. De ce point de vue, le conflit colombien paraît privé de sens aux yeux de nombreux analystes et des populations.

S'il s'apparente à une confrontation d'intérêts entre quelques acteurs armés qui sombrent chaque fois plus dans une spirale de la cruauté, peut-on dire du conflit colombien qu'il est dénué de sens ? Ou existe-t-il, au contraire, certaines logiques et rationalités derrière le recours à la violence armée qui permettraient de " remettre en sens " le conflit ?

Pour répondre à ces questions, nous proposerons en premier lieu un panorama général du conflit armé afin de le mettre en perspective. Dans un deuxième temps, nous verrons dans quelle mesure et pourquoi il ne parvient pas à se structurer de façon intelligible aux yeux de bon nombre d'observateurs, d'analystes et de populations.

Enfin, nous essaierons de lui donner une meilleure lisibilité en proposant une “ (re)construction ” théorique du conflit en termes stratégiques.

1. RETOUR SUR UNE GUERRE DE LONGUE DURÉE

Depuis la fin de la décennie 1970, l'intensification du conflit armé (essentiellement entre les guérillas, les groupes paramilitaires et les forces étatiques) a été telle que sa configuration a profondément changé, tout comme le regard que porte sur lui les Colombiens. Il y a vingt ans, le conflit ne paraissait pas menacer la stabilité du pays. Aujourd'hui, les guérillas donnent parfois l'impression d'être potentiellement en mesure de s'emparer de la capitale, Bogotá, alors que les négociations de paix initiées en 1998 avec l'administration du président Andrés Pastrana n'avancent guère (Pécaut, 1999) et que l'aide militaire des États-Unis en faveur des forces armées colombiennes s'accélère.

S'il est difficile de dire si le pays va pencher vers une solution négociée ou, comme le pense un nombre croissant d'observateurs, connaître une confrontation armée d'une intensité jusqu'ici inégalée, on peut essayer de retracer à grands traits l'évolution du conflit.

1. 1. Les guérillas, premiers acteurs du conflit

Les principales guérillas encore en activité sont nées dans les années 1960 au lendemain de la guerre civile (époque de *la Violencia*) entre les partisans des partis conservateur et libéral (Sánchez, 1998). Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC-1964) originellement liées au Parti Communiste Colombien et l'Armée de Libération Nationale (ELN-1965) inspirée de la révolution cubaine constituent à ce jour les deux grandes forces de guérilla. L'Armée Populaire de Libération (EPL-1963) d'obédience maoïste a longtemps appartenu à cette première génération de guérillas avant de déposer les armes en 1991. D'autres mouvements apparus ultérieurement, tels le M.19 (1973) et le groupe armé indien Quintín Lame (1983), sont également retournés à la vie civile à cette époque.

Au début des années 1990, la scène insurrectionnelle colombienne s'est donc considérablement rétrécie en termes d'acteurs avec la démobilisation de ces guérillas. Pour autant, l'activité des guérillas concentrée autour des FARC et de l'ELN n'a pas perdu en intensité. Ces dernières n'ont cessé depuis lors de multiplier les opérations militaires (Echandía, 1999a) : on a notamment assisté à une confrontation accrue entre les FARC et les paramilitaires qui ont adopté une stratégie “ anti-guérilla ” résolument offensive à compter de la seconde moitié des années 1990 ; à partir de l'attaque de la base militaire de *Las Delicias* en 1996, les FARC ont accentué leurs opérations contre les forces armées et de police en constituant de nombreux prisonniers dont le nombre s'élève aujourd'hui à plus de 520 ; enfin et surtout, serait-on tenté de préciser, tous les protagonistes armés ont intensifié les exactions (massacres, enlèvements, extorsion, vols, menaces, etc.) à l'encontre des populations civiles.

L'intensification récente du conflit n'est pas fortuite. Elle s'inscrit directement dans le prolongement des bouleversements intervenus dans la configuration du conflit au début des années 1980.

En effet, la fin des années 1970 ont marqué le regain d'activisme des guérillas après des années de crises intestines. Dans le giron du M.19, toutes les guérillas ont accru leurs opérations militaires et de propagande politique. Face à l'écho grandissant du M.19 auprès des classes moyennes et des intellectuels, elles ont entamé une compétition où chacun aspirait à être le dépositaire légitime de la contestation armée dans un système politique dominé par le bipartisme entre conservateurs et libéraux.

Cette concurrence armée a ouvert un cycle de violences dont les guérillas ont rapidement perdu la maîtrise tant les intervenants s'y sont multipliés. Elles se sont dans un premier temps heurtées à la répression de l'armée. Puis, celle-ci a peu à peu cédé le terrain dans la lutte anti-guérilla aux paramilitaires qui ont accumulé des forces au cours des années 1980 au point de devenir l'un des principaux protagonistes du conflit.

1. 2. Vers une complexification du conflit

On peut considérer que le conflit actuel a débuté au cours des années 1960 avec l'apparition des guérillas dite de " première génération " c'est-à-dire l'EPL, les FARC et l'ELN. Toutefois, la confrontation armée a pris de nouvelles dimensions à la fin des années 1970 et on peut finalement se demander si on n'est pas aujourd'hui en présence d'un autre conflit.

Que l'on retienne ou non cette hypothèse, il y a indéniablement eu à partir de ces années une complexification de la confrontation.

Tout d'abord, il s'est produit une rupture dans la posture générale (buts, représentations, initiatives, moyens et maîtrise socio-spatiale) des guérillas. Lors de leurs conférences respectives tenues en 1982-1983, les FARC et l'ELN ont adopté une politique d'expansion particulièrement ambitieuse : entre autres choses, elles décidèrent de doubler leurs fronts de guerre, d'intensifier le recrutement, de se disséminer géographiquement selon une logique centrifuge, de diversifier leurs sources de financement et de s'immiscer davantage dans la vie des *municipes* en vue de créer les conditions d'une insurrection populaire.

Cette offensive générale a coïncidé avec un bouleversement dans l'économie de guerre. L'essor du commerce de la drogue et plus généralement la mobilisation d'une multitude de ressources économiques (mines d'or, d'émeraude et de charbon, extorsion des compagnies pétrolières et des populations, etc.) ont permis aux groupes armés privés d'accroître leurs effectifs, la qualité de leur armement, leur influence puis l'ampleur des confrontations dans le temps et l'espace.

Enfin, l'activité des guérillas a entraîné dans son sillage la naissance de groupes paramilitaires " anti-subversifs " qui sont apparus depuis la seconde moitié des années 1980.

De par leurs capacités d'organisation et d'action opérationnelle souvent supérieures aux forces régulières, ces protagonistes armés se démarquent des paramilitaires et autres groupes de défense privée qu'a connu par le passé la Colombie. La formation des groupes paramilitaires a généré de nouvelles formes de transaction plus ou moins pacifiques avec les milices urbaines et la délinquance organisée qui sont devenues selon les cas leurs auxiliaires ou leurs ennemis.

Il y a donc eu sur tous ces plans un saut qualitatif et quantitatif de la guerre dont la configuration n'a plus grand chose à voir avec celle des années 1960-1970.

1. 3. Croissance et rapports de force des groupes armés

Quelques chiffres donnent une idée de la croissance des guérillas : les FARC sont passées de 32 fronts et 3 500 soldats en 1986 à plus de 60 fronts et 7 500 combattants en 1995, alors que l'ELN est passée de 11 à 32 fronts et de 800 à 3 200 combattants. Actuellement, les effectifs des FARC sont estimés à 15 000 alors que ceux de l'ELN sont en recul et se situent autour de 5 000, suite à la récente offensive paramilitaire lancée dans les parties nord du pays où cette guérilla est le mieux implantée.

La dispersion des guérillas n'a pas entraîné une atomisation incontrôlée des fronts de guerre. La relative rareté des combats directs jusqu'au début de la décennie 1990, la discipline interne et le centralisme politique des factions sont autant d'éléments qui expliquent la cohésion des guérillas après des années d'existence.

Cette stabilité ne doit pas masquer les velléités d'indépendance qui sont bien réelles. Au sein de l'ELN, elles sont incarnées par le puissant Front Domingo Laín qui a quitté l'organisation avant de la réintégrer il y a peu ou par la dissidence de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP-1996). Dans les rangs des FARC, les dissensions sont pour l'heure plus voilées. La dispersion des fronts posent néanmoins d'indéniables problèmes de contrôle logistique et militaire au Secrétariat Général à un moment où émerge une nouvelle génération de chefs de front plus enclins aux actions armées que la ligne politique suivie par les chefs historiques de la guérilla.

Les paramilitaires, dont les effectifs oscillent entre 8 000 et 10 000 hommes, trouvent leur origine dans leur forme actuelle au milieu de la décennie 1980 en réaction aux agissements des guérillas. Toutefois, ils ont depuis lors largement changé et accru leur rayon d'action. Ils bénéficiaient à l'époque de l'appui d'officiers de l'armée régulière colombienne. Ce qui n'est globalement plus le cas de nos jours. Les cas de collusion entre paramilitaires et forces étatiques sont avant tout le fruit d'initiatives personnelles (*Human Rights Watch*) (3). Désormais, les groupes paramilitaires sont beaucoup plus autonomes, pour ne pas dire indépendants, à l'égard des forces armées colombiennes. À la différence de l'expérience menée au Pérou (Tapia, 1997) ou au Guatemala (Schirmer, 1998), il n'y a pas en Colombie de politique étatique d'appui en faveur des paramilitaires. Ces derniers reçoivent des soutiens occultes de nombreux secteurs de la société et principalement des propriétaires terriens. Ils passent également des accords d'opportunité avec les narcotrafiquants quand ils ne sont pas financés et employés par eux.

Les groupes paramilitaires ne sont pas aussi unis qu'ils le prétendent. Regroupés sous la bannière d'Autodéfenses Unies de Colombie (AUC), ils défendent des intérêts essentiellement locaux (terres, bétail, commerces légaux ou non, etc.). Leurs fronts régionaux se trouvent toutefois des solidarités dans la lutte contre un ennemi commun : la guérilla. On peut dire que ce sont désormais les principaux opposants à la croissance

(3) Sur ce thème nous renvoyons aux rapports publiés par *Human Rights Watch* : www.hrw.org

des guérillas. Depuis les années 1990, ils leur disputent le contrôle de nombreuses localités (Echandía, 1999b). D'où une bipolarisation croissante du conflit entre ces deux protagonistes illégaux dans laquelle l'armée ne tient pour l'instant pas un rôle très actif.

D'un point de vue général, l'armée se trouve dans une position de faiblesse vis-à-vis des guérillas et inverse au regard des décennies antérieures. Au cours des années 1960-1970, la guérilla était dans une situation du "faible au fort" alors que ce rapport est désormais à son avantage. À l'égard des paramilitaires, les guérillas entretiennent une relation de type égalitaire à savoir du "fort au fort".

L'armée reste souvent cantonnée dans ses campements faute d'une stratégie d'action clairement établie et de maîtrise des territoires. Réduite à une position d'attente, elle donne le sentiment de se satisfaire des offensives paramilitaires et d'être prise dans un système de délégation de la force implicite à ces organisations privées.

C'est à se demander si l'armée ne se trouve pas dans une situation un peu semblable à celle du modèle du "passager clandestin" (*free-rider*). "Embarquée" dans la lutte anti-guérilla, elle laisse souvent l'initiative aux groupes paramilitaires qui prennent le plus de risques au combat et consentent un important effort de guerre (mobilisation d'hommes, de ressources économiques et militaires, etc.) en espérant que ces derniers parviendront à affaiblir voire à anéantir localement la guérilla.

Toutefois, les paramilitaires s'efforcent eux aussi de limiter leur engagement direct avec la guérilla afin de minimiser et de répartir les coûts de la guerre. Ils cherchent de ce fait à affaiblir indirectement les guérillas en les privant de soutien parmi les populations. Surtout, ils ne sont pas capables d'enrayer l'expansion de la guérilla par de grandes campagnes militaires directes bien que dans certaines localités du nord du pays (Urabá et Santander) ils aient été en mesure de le faire.

Autrement dit, l'issue de cette stratégie du "passager clandestin" est pour le moins douteuse pour l'armée car les groupes paramilitaires n'ont pas les moyens ni la volonté de remplir les fonctions qui leur ont été implicitement assignées.

Aussi, pour sortir d'un cercle pernicieux "manque de disponibilité opérationnelle et de maîtrise des espaces nationaux, défaites et perte de légitimité", une réforme militaire vient d'être entreprise. S'il est trop tôt pour mesurer ses effets, l'accent semble avoir été mis sur la création d'unités flexibles et sur l'usage de technologies aériennes modernes en partenariat avec les États-Unis afin de mieux poursuivre et détruire les factions mobiles de la guérilla.

2. LE "BROUILLARD" DE LA GUERRE

Jusqu'alors, nous avons défini la confrontation entre les forces armées, les paramilitaires et la guérilla comme une guerre. Mais qu'est-ce que la guerre ? Et dans quelle mesure peut-on dire que la situation conflictuelle que connaît la Colombie est une guerre ? Ces questions pourront surprendre tant la notion semble faire spontanément sens.

Rappelons tout d'abord que la guerre est un processus dynamique. Elle conduit à repenser en permanence les grilles et les modes d'analyse dont on dispose pour l'appréhender. Or, il n'est pas certain que la réflexion sur les phénomènes guerriers ait

suivi l'évolution des conflits armés au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, on sent plutôt qu'il y a un décalage entre la complexe réalité de la guerre et la plupart des analyses qui réduisent sa diversité avec des schémas explicatifs globalisants.

Depuis la fin de la rivalité "est-ouest", il est de bon ton d'affirmer que la guerre a profondément changé (Dufour, 1997). Les acteurs armés en conflit sont soudainement devenus plus cruels, incontrôlables et semblent animés par des ambitions essentiellement guerrières et économiques. C'est oublier un peu vite que les conflits de la guerre froide ont connu leur lot d'atrocités et que les groupes armés appuyés par les grandes puissances ne suivaient pas inconditionnellement les préceptes idéologiques de leurs "parrains". La guerre répondait aussi à des dynamiques locales ou encore à des intérêts et à des passions individuels.

Par ailleurs, on insiste désormais sur le nombre supposé croissant de conflits internes alors que les guerres entre États sont de plus en plus rares. L'internalisation des conflits armés n'est pas aussi récente qu'on le croit. Elle remonte aux années de l'après seconde guerre mondiale. C'est bien plus le regard de la plupart des stratèges, politologues et autres experts en relations internationales qui a changé. La guerre froide et la dissuasion nucléaire ont eu pour effet "d'aveugler" pendant quarante ans les études sur les conflits. La majorité des confrontations armées dans les pays de l'hémisphère sud ont été analysées en termes de "conflits périphériques" ou de rivalités "est-ouest" par forces locales interposées. Les dynamiques de guerre régionales et "l'historicité" interne des conflits ont été minorées et abandonnées à quelques historiens, sociologues et anthropologues, au profit d'une lecture d'ensemble.

Curieusement, des conflits comme ceux du Pérou dans les années 1980-1990 et de la Colombie n'apparaissent pratiquement jamais dans les études qui privilégient une lecture de la conflictualité armée selon une logique "est-ouest". Simple oubli ? Ou peut-être ces conflits sont-ils trop dérangeants du fait qu'ils ne confirment pas la thèse des conflits alimentés par les grandes puissances ?

En effet, ces deux conflits ne sont pas des confrontations typiques de la guerre froide (Rufin, 1996). Si leurs acteurs ont été influencés idéologiquement par le cadre général de la rivalité inhérente à la guerre froide, ils sont largement restés indépendants vis-à-vis de l'extérieur dans leur approvisionnement économique et militaire. Ce qui explique pourquoi la lutte armée s'est prolongée au-delà de la guerre froide. En Colombie, on a même le sentiment que le recul des idéologies communistes dans le monde n'a pas affecté outre mesure la guérilla qui a su développer une économie de guerre hautement lucrative, facteur d'expansion politico-militaire.

Le système de représentation de la guerre froide disparu, les conflits armés ne font pas toujours sens aux yeux des analystes qui sont tentés de lui substituer d'autres théories explicatives toutes aussi globalisantes (Bigo, 1995) : l'ethnisme et le nationalisme, la faiblesse ou la disparition de l'État (Kaplan, 2000), le "désordre" et "l'anarchie" (Raufer, 1993 ; Kaplan, 2000) ou encore le "choc de civilisations" (Huntington, 1998) sont autant de thèses en concurrence pour essayer de rendre compte des conflits dans le monde. Loin de permettre une compréhension différenciée des phénomènes de guerre, ces lectures conduisent généralement à une caricature de la réalité. Elles traduisent de surcroît un manque de repères pour appréhender la conflictualité (Bigo, 1992-1993) qui

fait que les analyses se perdent souvent dans ce que nous pourrions appeler le “ brouillard de la guerre ” (4).

La Colombie n'échappe pas à ce constat d'échec. La complexité de son conflit interne permet de mesurer toute la difficulté qu'il y a à penser la guerre au seuil du XXIème siècle.

2. 1. La guerre : de quoi parle-t-on ?

Avant de s'intéresser au cas spécifique de la Colombie, revenons tout d'abord sur la notion de guerre. Définir la guerre comme une confrontation armée opposant des États ou une armée régulière à des groupes armés privés n'est guère satisfaisant. Bon nombre de combats entre groupes armés infra-étatiques n'entreraient pas dans cette acception.

À partir de quel moment situer le début des hostilités alors que la guerre ne se déclare pratiquement plus au préalable et qu'elle s'étale parfois au point de paraître “ suspendue ” dans le temps ? Depuis environ cinquante ans, la guerre se fait sans véritablement avouer son nom. Elle est devenue insidieuse comme si elle cherchait à mieux surprendre et à déstabiliser l'ennemi ou les observateurs.

Pour tenter de répondre à ces deux interrogations majeures, on peut s'attacher aux continuités de la guerre. En effet, pour reprendre une idée du stratège militaire prussien Karl Von Clausewitz, la guerre ne se résume pas à une confrontation armée isolée dans le temps et l'espace (Clausewitz, 1956). Elle suppose une répétition des combats et une certaine logique dans les affrontements. Cette logique n'est pas linéaire car les acteurs armés changent à l'instar de leurs stratégies. Les modalités et l'intensité des combats évoluent elles aussi. Elles sont entrecoupées de phases d'accalmie dans le recours à la violence ou de négociations de paix comme l'illustrent de nombreuses guerres : la Colombie, l'Angola ou encore le Soudan qui ont en commun d'être des conflits de longue durée.

Dans le cas de la Colombie, il est particulièrement difficile de donner une date précise qui fasse consensus pour marquer le début de la confrontation armée. Pour certains, le conflit actuel est un prolongement de la *Violencia* des années 1950 voire des guerres antérieures. Nous pensons, comme il a déjà été souligné, que le début de la décennie 1980 a bouleversé les données du conflit. L'impossibilité de situer avec exactitude les prémisses du conflit actuel, mais aussi le fait que la Colombie n'ait pas fait le deuil officiel de la *Violencia* contribue à l'idée d'une continuité entre toutes les formes de violence.

Au lendemain de la *Violencia* les Colombiens ne se sont pas réconciliés. Cette guerre civile entre partisans conservateurs et libéraux fait figure de plaie ouverte dans l'histoire récente du pays. L'historiographie et le travail de mémoire collective pour comprendre la richesse et la complexité des dynamiques de la violence d'alors restent embryonnaires. Dans ces conditions, cette période traumatisante a constitué un terreau

(4) Expression qui se retrouve dans la littérature militaire, notamment anglo-saxonne (*the fog of war*), dans un sens plus restreint qui est le nôtre pour souligner les aléas et les incertitudes liés à la préparation et à la conduite des combats en temps de guerre.

fertile pour les interprétations qui plaident en faveur d'une représentation linéaire de la violence et d'une " culture de la violence ".

Bien sûr, il existe en Colombie des pratiques de la violence qui se reproduisent dans le temps. Mais elles circulent et affectent de façon différenciée le tissu social. De plus, ces pratiques ne doivent pas être décontextualisées au risque d'être présentées comme homogènes.

Prenons un exemple : les techniques de théâtralisation de la violence (corps mutilés ou démembrés exhibés en public) fort courantes à l'époque de la *Violencia* (Uribe, 1978) ont aujourd'hui fait leur réapparition. Ces formes de cruauté importées du passé ne signifie en rien que nous soyons en présence d'une " culture de la violence ". Pour parler de " culture de la violence ", il faudrait que ces formes de violence renvoient à des valeurs et à des normes communes acceptées et identifiées comme telles c'est-à-dire qu'elles fassent sens et qu'elles aient une fonction précise aux yeux des Colombiens. Or, nous y reviendrons, ce n'est pas le cas.

En outre, la notion de " culture de la violence " donne une représentation monotone de la violence tant du point de vue de sa signification que dans ses pratiques. Elle laisse également penser que les populations sont indistinctement " perméables " aux violences. Répétons-le une fois pour toutes, la violence est plurielle dans ses manifestations, ses causes, ses acteurs et ses victimes.

Ces considérations montrent à quel point la guerre est entourée d'une grande opacité et sujette à diverses interprétations en Colombie notamment. Une fois que l'on a dit cela, on n'a toujours pas répondu à la délicate question de fond : comment définir la guerre ?

Pour donner des éléments de réponse, nous partirons de certains principes énoncés par Karl Von Clausewitz qui est considéré comme l'un des plus grands théoriciens de la guerre. Selon lui (1956), la guerre s'apparente à un conflit d'intérêts ou de volontés antagonistes et à un duel entre deux forces vives. À l'époque de Clausewitz, c'est-à-dire à la fin du XVIIIème et au début du XIXème siècles, ces forces vives étaient principalement des États. Désormais, il faut aussi inclure les acteurs non étatiques comme les guérillas et les paramilitaires.

Par ailleurs, qu'en est-il aujourd'hui de la (trop) célèbre formule de Clausewitz qui a ancré la guerre dans le politique ? La guerre est-elle toujours la " continuation de la politique par d'autres moyens " ?

Précisons en premier lieu que le politique n'agit pas en despote sur le développement de la guerre comme on le lit trop souvent. Clausewitz dit lui-même que le politique structure et imprègne l'acte guerre. Mais il ajoute que le politique sait en retour s'adapter à l'évolution des contraintes imposées par le conflit pour maintenir la sacro-sainte adéquation entre les objectifs et les moyens de la guerre. À la lumière du conflit colombien on voit que les objectifs politiques initiaux peuvent se diluer parmi d'autres paramètres après de longues années de guerre. Les chefs de la subversion paraissent toujours préoccupés par la formation politique de leurs recrues afin de légitimer et d'encadrer la lutte armée. Toutefois, dans quelle mesure l'idéologie et la prise du pouvoir à l'échelle nationale motivent-elles et orientent-elles encore les actions

des guérillas ? D'autres objectifs plus immédiats telles la conduite des opérations militaires et la gestion des ressources économiques sont venus altérer les buts politiques originels sans pour autant les faire disparaître.

On ne sait donc parfois plus quels sont les objectifs et les moyens de la lutte armée. Par exemple, les profits dégagés par le trafic de drogue constituent-ils un moyen de soutenir l'effort de guerre politique ou définissent-ils leur propre horizon d'action ? Quelque soit la réponse, l'importance de l'économie de guerre mobilisée par les protagonistes armés est telle qu'on peut se demander si la guerre n'est pas aussi la continuation de l'économie par d'autres moyens...

La fluidité des dynamiques de la guerre en Colombie invite à s'éloigner un peu du schéma traditionnel clausewitzien qui opère une dichotomie entre fins et moyens. Nous préférons raisonner en termes " d'horizon d'attente " (Koselleck, 1990) en disant que les perspectives d'action et les options des acteurs du conflit armé sont largement ouvertes. Cet " horizon d'attente " peut être articulé en séquences d'action chronologiques ou thématiques dans lesquelles les buts deviennent des fins et *vice versa*.

Dans cette perspective, et par extension, nous définirons la guerre comme un processus conflictuel (antagonisme mettant aux prises au moins deux acteurs, pas nécessairement étatiques) violent qui se décline en une succession de séquences où les protagonistes armés, les buts et les moyens entrent en interaction dans un contexte de contraintes et de mort permanentes. Au-delà de ses objectifs contingents (politiques, idéologiques, économiques, etc.), l'essence de chaque guerre consiste à imposer violemment une volonté au détriment d'une autre. Cette définition minimale est assez souple pour être adaptée, approfondie et confrontée à des situations fort diverses. Toutefois, elle est insatisfaisante sur au moins deux aspects : les cas de massacres contre des populations non armées qui n'offrent pas de résistance à l'usage de la force et elle ne renseigne en rien sur les victimes de guerre (nombre, origine géographique, ethnique ou sociale, conditions de leur mise à mort, etc.).

En effet, s'en tenir à une telle vision de la guerre conduirait à ne pas parler des massacres dont sont victimes les populations dans les conflits internes. Dans bien des cas, ces populations n'offrent pas de défense aux acteurs armés qui les prennent pour cible de guerre. Aux actes de violence perpétrés par les groupes armés, succèdent non pas des combats mais des déplacements de population comme on le voit à l'intérieur de la Colombie où leur nombre dépasse 1,5 million (Cubides & Domínguez, 1999).

En Colombie, on peut légitimement parler de guerre lorsque les acteurs armés s'attaquent aux populations bien qu'il n'y ait pas de duel ou d'attaque suivie d'une réponse armée comme l'envisageait Clausewitz. La volonté d'anéantissement physique et morale partielle ou totale est présente que ce soit dans les actes de violence ou dans les discours des groupes en conflit qui reconnaissent parfois explicitement leur intention de faire des populations des " objectifs de guerre " (Castro, 1998).

2. 2. De la guerre civile à la guerre contre les civils

Il y a peu on ne reconnaissait pas en Colombie l'état de guerre interne du pays. Pendant des années, les guérillas ont été sous-estimées en tant qu'acteurs belligérants

aux capacités de nuisance croissante. Elles ont ainsi fini par faire partie du paysage socio-politique traditionnel du pays. Les décennies 1980-1990 ont servi de détonateur dans l'évolution des perceptions. En peu de temps, on est passé d'une situation de belligérance interne "de fait" non reconnue à des descriptions catastrophiques où la notion de guerre civile est devenue courante. L'acceptation de cette notion n'a cependant pas été accompagnée d'une réflexion plus large sur son contenu et sa pertinence pour le cas colombien.

Au cours du XXe siècle, la notion de guerre interne s'est progressivement confondue avec celles de conflit intra-étatique ou communautaire, d'insurrection et surtout de guerre civile. La notion générique de guerre civile semble victime de son succès : elle est souvent employée mais peu définie.

Pour essayer de l'analyser, nous partirons de la distinction établie dans une nouvelle revue, *Civil War*, consacrée au thème (Kennedy-Pipe & Clive, 1999). Les auteurs différencient trois grandes périodes historiques de développement des guerres civiles : la première s'échelonne entre les années 1848-1870 et correspond aux nationalismes européens ; la deuxième couvre la période de la guerre froide qui a vu naître des conflits plus ou moins liés à la rivalité "est-ouest" ; enfin, la troisième renvoie aux conflits post-guerre froide qui s'expliqueraient essentiellement par la faiblesse des États et l'affirmation de nationalismes violents.

Bien qu'elle soit globalisante et limitée dans le temps, cette périodisation est utile car elle permet de rebondir sur plusieurs idées. Tout d'abord, rappelons que la première étape a été associée à l'éclosion de l'État-nation en Europe. La deuxième a vu l'apparition concomitante de trois grandes formes de guerre interne avec les conflits de décolonisation, ceux alimentés par la guerre froide et les conflits sans grand lien avec le jeu des grandes puissances (Colombie, Pérou, Sri Lanka, etc.). Au cours de ces deux premières époques, s'est forgée une certaine vision des guerres civiles. Pour simplifier, nous la nommerons la vision "classique".

Pour introduire cette vision de la guerre civile "classique", nous ferons un détour littéraire par l'écrivain Henry de Montherlant qui propose une définition de la guerre civile aux accents sociologiques :

"[...] Je suis la guerre des prisons et des rues, celle du voisin contre le voisin, celle du rival contre le rival, celle de l'ami contre l'ami. Je suis la Guerre Civile, je suis la bonne guerre, celle où l'on sait pourquoi l'on tue et qui l'on tue [...]. Je régénère et je retrempe un peuple [...]. Je réveille les plus démunis des hommes de leur vie hébétée et moutonnaire ; leur pensée se réveille sur un point, ensuite se réveille sur tous les autres, comme un feu qui avance. Je suis le feu qui avance et qui brûle, et qui éclaire en brûlant. [...] Je suis la bonne guerre." (Montherlant, 1965 : 13)

S'il fallait résumer ces quelques lignes, nous retiendrions deux idées : celle de combats de proximité (géographique, sociale, culturelle, etc.) et la production de sens et de légitimité qui entoure la lutte armée. Telle qu'elle apparaît dans cette définition, la guerre civile met aux prises des personnes qui partagent les mêmes espaces sociaux. Aujourd'hui, on parle à cet égard de guerres entre "voisins" ou "frères" (Halpern &

Kideckel, 2000) pour mieux souligner le caractère intime de nombreux conflits internes. Selon l'approche de Henry de Montherlant, la guerre civile semble également affubler de nombreuses vertus : elle rompt les comportements quotidiens, libère et guide les consciences selon des principes qui ont une signification aux yeux de ses protagonistes.

Voyons donc maintenant en quoi cette acception s'approche de la vision "classique" que l'on peut avoir des guerres civiles. Au cours des deux premières périodes historiques mentionnées antérieurement, sont apparues des guerres internes dans lesquelles des citoyens d'une même communauté politique (5) ont pris les armes pour s'affronter. Ces populations ont massivement et volontairement participé aux combats et à l'effort de guerre. Cette participation des masses s'explique par la combinaison de référents politiques et communautaires (nationalistes, religieux, ethniques, etc.) qui ont créé de forts antagonismes violents parmi les civils comme ce fut le cas lors de la guerre d'Espagne à la fin des années 1930 (Hugh, 1961).

Si la guerre civile "classique" peut à certains égards apparaître "bonne" et régénératrice pour la nation, prétendre qu'elle met uniquement aux prises des populations qui s'affronteraient volontairement en différents camps serait idyllique. La guerre se fait aussi à leurs dépens et contre leur volonté. En outre, ce serait ignorer l'attitude de nombreuses populations qui restent en dehors du conflit par peur, par manque d'intérêt ou tout simplement par méconnaissance des réalités et des enjeux de la lutte armée.

Autrement dit, prétendre que les guerres civiles "classiques" se distinguent par un niveau d'engagement populaire élevé ne doit pas faire oublier que cet engagement n'est jamais aussi volontaire et enthousiasmant qu'on pourrait le croire.

C'est précisément l'implication forcée des populations dans la guerre qui amène à distinguer un autre ensemble de guerres civiles encore plus éloignée de la vision chère à Henry de Montherlant. Depuis environ vingt ans, les affrontements observés dans certains conflits (Colombie, Pérou, Liberia, Sierra Leone, etc.) ne laissent pas toujours transparaître une mobilisation volontaire des populations. Celles-ci sont majoritairement impliquées dans la lutte armée sous la coercition et plus particulièrement la terreur. Ici, l'engagement des populations a un caractère plus forcé que dans les exemples précédents : il s'agit de "guerres civiles forcées ou limitées" ou ce que nous pourrions appeler de manière plus explicite des "guerres contre les civils".

L'engagement volontaire et massif de la population fait défaut car ces conflits se singularisent souvent par l'absence de grands éléments mobilisateurs politiques, socio-économiques, religieux ou ethniques. Bien sûr, dans certaines localités on ne peut pas nier l'existence de soutiens actifs de la population à la cause des protagonistes en guerre. Mais, globalement ces guerres ne font pas sens aux yeux des civils.

Comme l'illustre l'exemple colombien, le manque de collusion volontaire entre populations et acteurs armés n'empêche pas ces derniers d'accumuler des forces politiques, militaires et économiques. Cette accumulation s'effectue de plus en plus

(5) Par souci de clarté, nous écarterons la question qui consiste à savoir au préalable à quels citoyens et communauté politique nous faisons référence pour parler de guerre civile. Il n'est pas certain que toutes les personnes ayant pris part aux combats à cette époque aient eu le sentiment d'appartenir, ou aient réellement appartenu, à une même entité politique et à une collectivité partageant une histoire commune.

avec un soubassement populaire précaire et une multiplication des actes de coercition. Se créent ainsi des allégeances forcées auprès des populations qui deviennent les principales victimes et l'enjeu majeur de la guerre pour des raisons que nous développerons dans la dernière partie.

2. 3. Une guerre qui ne fait pas sens

La discussion autour de la notion de guerre civile a posé en filigrane l'importance de la population dans la confrontation armée en tant que protagoniste (in)volontaire, victime et spectateur.

Nous l'avons dit, en Colombie les civils sont les principales cibles de la confrontation et deviennent souvent les acteurs d'un conflit dont les manifestations sont vécues comme des "externalités". Ces "externalités" ont la particularité de s'inscrire dans le registre de la cruauté et de la douleur. En effet, les populations accusées de soutenir le camp ennemi ou de se montrer réfractaires à l'ordre d'un groupe armé sont non seulement exposées aux effets traumatisants des actes de cruauté perpétrés à leur rencontre ou dans leur environnement social immédiat mais aussi à ceux associés aux déplacements qui peuvent s'en suivre (condition d'exilés internes).

Souvent, la violence s'accompagne de mutilations et de tortures. Le corps est pénétré, maltraité et déshumanisé par les protagonistes du conflit. Ces violences particulièrement cruelles ont pour effet majeur de produire de la terreur. La terreur du conflit armé colombien se singularise par son caractère desinstitutionnalisé et décentralisé. La terreur générée par les forces armées est bien présente mais elle est relayée, oserait-on dire, par celle des protagonistes privés : les guérillas et les paramilitaires.

L'intensité de la violence prend de telles proportions qu'elle dépasse parfois l'entendement et entre dans le domaine de l'irrationnel ou des pulsions. Pour reprendre un terme utilisé dans d'autres situations de grande cruauté tels les conflits en Algérie et au Mozambique, la violence peut alors paraître "grotesque" (Humphrey, 2000 ; Nordstrom, 1997), c'est-à-dire "mise en scène" mais sans véritable "scénario" structuré, et dépourvue de toute "idéologie" politico-sociale (Balibar, 1996).

La violence cruelle et terrorisante donne ainsi le sentiment d'entrer dans une spirale de la destruction et de la souffrance qui définirait ses propres espaces de reproduction et d'intelligibilité tant aux yeux de ses artisans que de ses victimes et des observateurs externes.

Signes de l'incompréhension et du rejet des groupes armés, les actes de violence suscitent une profusion des sentiments (effroi, horreur, peur, ressentiment, etc.) qui cèdent peu à peu la place au raisonnement. La cruauté est rejetée dans les sphères de l'impensable, de l'inadmissible (López, 2000), de l'explicite et de l'ineffable. C'est pourquoi les violences peuvent prendre la marque de l'inhumanité et de la "barbarie" (López, 2000). Du même coup, les acteurs en conflit passent dans le monde de la violence animale, non pensée et sans limite (violence "déchaînée").

Pour des raisons complexes que nous ne pouvons développer ici, on remarquera rapidement que dans d'autres conflits armés internes comme l'Angola, des phénomènes similaires de rejet de la violence armée dans le domaine de l'irrationnel et de l'injustifiable

sont également à l'oeuvre (Brinkman, 2000). Un peu à l'image de la Colombie, dans ce pays la violence armée est de moins en moins identifiée et analysée dans des schèmes explicatifs (politiques, idéologiques, culturels, etc.) faisant sens à l'échelle de la nation.

Pour revenir au cas colombien et en prolongement de ce qui précède, les groupes en conflit finissent souvent par être accusés d'être les artisans du "mal" (forces obscures violentes difficiles à comprendre et à contrôler) et du "désordre" (Bonilla & García, 1998) qui traverse aujourd'hui la société.

Dans le même temps, on observe qu'il y a des tentatives partielles de donner une autre lecture du conflit dans une vision beaucoup plus rationnelle. Ainsi la multiplication des actes de coercition à des fins d'enrichissement (enlèvements, menaces, extorsions, vols, etc.) fait-elle que la violence est interprétée en des termes économiques et s'apparente de plus en plus à la délinquance commune alors que les buts politiques semblent lointains et peu pertinents pour justifier le recours à la violence armée.

C'est donc un peu comme si le conflit était "borné" dans ses représentations, d'un côté, par l'appât du gain et, de l'autre, par des tendances à la destruction humaine.

Les raisons de la limitation du champ explicatif, voire la non-compréhension, de la violence armée sont nombreuses. Nous ferons référence à quelques unes d'entre elles sans prétendre à l'exhaustivité.

Tout d'abord, dans sa capacité à renvoyer à des représentations collectives, cette violence manque singulièrement de cadres historiques et de référents (sociaux, culturels, etc.) qui lui ôtent toute justification, légitimité et visibilité d'ensemble. La violence apparaît alors comme décontextualisée (Blok, 2000) ou "sans histoire" (Pécaut, 1997) dans la mesure où elle n'est pas mise en "intrigue" dans une histoire commune nationale mais dans des trajectoires de vie éclatées.

De plus, les expériences de la violence et de la douleur sont vécues dans un climat de peur et de méfiance. La violence interdit ou restreint les échanges et les solidarités sociales. La loi du silence finit par s'imposer dans bon nombre de municipalités et empêche la mise en forme des récits de la souffrance. Lorsque la parole est bridée, il est difficile pour ne pas dire impossible de rassembler et de structurer la violence et les expériences de la souffrance dans une trame explicative intelligible.

La mise en forme de la violence dans une trame explicative ayant une signification d'un point de vue individuel ou collectif est également empêchée par l'intensité même des violences qui génèrent des traumatismes psychiques et émotionnels. Or, s'ils ne sont pas traités ces traumatismes perpétuent l'état de souffrance (Beristain, 2000) au point de paralyser ou d'obérer les capacités d'analyse retrospective (retour sur un passé douloureux) et de projection vers le futur (horizon d'attente) des victimes qui restent prisonnières des effets de la violence.

Enfin, l'intensité de la violence ne destruit pas seulement le tissu social mais aussi les valeurs et les cadres de référence de la vie quotidienne. Dans ces conditions, la violence manque de substrat et de point d'ancrage pour être mise en forme et en sens dans un environnement plus stable et lisible.

Le recours à la guerre perd finalement de sa substance au sens clausewitzien du terme car la distinction et l'adéquation entre fins et moyens ne se dessine pas clairement.

La guerre sort de la vision classique héritée de Clausewitz pour devenir la lutte armée et sanglante de protagonistes prisonniers de motivations obscures et d'une spirale de la violence qui s'autoalimente en définissant ses propres horizons d'action.

Plus profondément, on voit toute la difficulté qu'éprouve les Colombiens à penser l'autodestruction dont ils peuvent être à la fois les artisans, les spectateurs et surtout les victimes. Comment comprendre une violence qui détruit le lien social et qui va à l'encontre de la nation et de l'humanité ?

La violence dérange donc. Elle oblige chacun (victimes, spectateurs directs ou observateurs plus lointains) à penser et à affronter la cruauté de ses semblables. La tentation est grande de ne pas l'appréhender comme telle, c'est-à-dire une violence de l'Homme contre l'Homme, et de l'expulser dans le champ de la "bestialité" ou du non-rationnel.

3. L'ANALYSE STRATÉGIQUE : VERS UNE REMISE EN SENS DES DYNAMIQUES DE LA GUERRE

Une façon de sortir de l'opacité et de l'incompréhension qui entourent la violence du conflit armé est de la mettre en sens dans une vision stratégique. Nous avons dit antérieurement que la guerre se déclinait en une succession de séquences d'actions plus ou moins articulées entre elles. Le recours à la notion de stratégie permet précisément d'organiser les séquences du conflit armé colombien afin de lui rendre une certaine intelligibilité.

Les stratégies ne sont pas seulement instrumentales c'est-à-dire mises au service d'intérêts politiques, militaires et économiques. Elles renvoient aussi à des desseins et à des dimensions beaucoup plus symboliques qui sont le reflet de phénomènes d'affirmation et de possession identitaires violents.

Nous allons essayer de rendre compte de ces quelques dimensions stratégiques autour de trois thèmes majeurs : les stratégies territoriales ; le contrôle des populations et les logiques de cruauté à valeur symbolique.

Prétendre que la violence est stratégique ne veut pas dire que toute violence est pensée et calculée selon des plans établis une fois pour toutes : les finalités et les moyens mobilisés évoluent à mesure que se développe et se prolonge dans le temps le conflit armé. Ce n'est pas non plus nier qu'elle puisse être privée de sens comme nous venons de le voir. Plus qu'elles ne s'excluent les interprétations de la violence envisagée d'un point de vue stratégique ou, au contraire, irrationnel se complètent, se superposent et se succèdent selon les cas. Elles offrent un continuum qui permet les circularités et les interactions entre toutes les formes de violence.

3. 1. Les stratégies territoriales des protagonistes armés

Conséquence de l'expansion des guérillas et des paramilitaires décrite plus haut, la privatisation des territoires prend des proportions considérables en Colombie. Pour simplifier, nous distinguerons deux types de territorialisation privée violente : les espaces unipolaires et ceux au cœur d'une lutte armée multipolaire.

Dans le premier cas, il s'agit des territoires marqués par l'empreinte d'un protagoniste armé à l'image des zones de production de la drogue contrôlés depuis longue date par les guérillas (essentiellement les FARC). Dans ces zones, situées dans le sud et le sud-est du pays (Putumayo, Caquetá et Guaviare), elles dictent les conditions de leur "cohabitation" avec d'autres protagonistes armés tels les trafiquants de drogue et les populations qu'elles ont prises en charge.

Le maillage socio-spatial assuré par les acteurs armés est beaucoup plus précaire dès lors que le territoire est le théâtre d'une lutte entre plusieurs organisations armées qui ne parviennent pas à le contrôler et à l'homogénéiser de manière stable.

Ces espaces de contrôle multipolaire représentent la forme de territorialisation privatisée la plus répandue. On ne compte plus les villages, les couloirs de communication et les zones à fort potentiel économique qui passent successivement sous la coupe d'un acteur puis d'un autre. La région d'Urabá au nord-ouest du pays, qui vit au gré des (re)conquêtes territoriales des guérillas, des paramilitaires et de l'armée régulière, illustre cette rotation. L'intensité des combats dans cette zone est à mettre en relation avec son importance stratégique (Ramírez, 1997).

En effet, l'Urabá est un concentré régional de ce que peuvent rechercher les organisations armées dans l'établissement de leur pouvoir local. L'intérêt de ces terres repose sur une ambivalence géostratégique : la région constitue un espace fermé et une zone-refuge (les FARC ont installé des camps de repos le long de la frontière panaméenne) du fait qu'elle n'est pas reliée au Panama et qu'elle pâtit d'un déficit de voies de communication interne ; elle offre également un espace ouvert bénéficiant d'un double débouché sur l'océan pacifique et la mer caraïbe et une zone d'accès vers l'intérieur du pays (*hinterland*).

C'est pourquoi, aussi bien les trafiquants de drogue que les paramilitaires et les guérillas ont fait de l'Urabá une plaque tournante de leurs activités économiques (trafic de drogue, d'armes, etc.). Ces attributs économiques sont par ailleurs renforcés par la présence de grandes zones d'élevage de bétail et de bananeraies qui constituent les deux principaux versants de ce que les membres des FARC appellent "l'économie régionale", en référence à l'importance prise par certaines ressources économiques dans une zone donnée, et permettent le financement (perception d'un impôt de guerre) et la survie des groupes armés au quotidien.

Avec cet exemple régional, on aborde l'un des aspects fondamentaux de la guerre à savoir l'importance des ressources économiques qui sont au cœur des stratégies des protagonistes. Ces ressources, comme l'illustre le trafic de drogue, sont à la fois l'enjeu et le nerf de la confrontation armée.

Toutes les stratégies territoriales ne répondent bien sûr pas exclusivement à une logique économique qui assure à la fois la survie, le financement puis l'expansion des groupes en conflit. D'autres intérêts sont perceptibles. Par exemple, une projection tous azimuts, qui n'est cependant pas nécessairement synonyme de contrôle spatial durable, permet de multiplier les zones de menace potentielle pour l'ennemi et de disperser ses forces ; la dissémination géographique des fronts réduit les risques de vulnérabilité à une attaque militaire et facilite un recrutement plus large alors que se disséminent les

fronts ; le territoire a également une valeur stratégique en termes de communication et de basculement des forces d'une région à une autre ; etc.

Pour revenir au thème de la présence territoriale des acteurs armés dans les zones à fort potentiel économique, on s'aperçoit qu'il y a une corrélation entre la tentative de contrôle socio-spatial des groupes armés, les ressources économiques et le niveau général de violence (Echandía, 1999a). Plus les perspectives d'enrichissement sont grandes, plus il y a de risques de voir se former une confrontation multipolaire entre différentes organisations armées et une violence sociale atomisée (règlements de compte, alcool, etc.) consécutive à l'arrivée de populations "flottantes" en quête de travail.

Bien souvent, pour exploiter les ressources locales les protagonistes en conflit ont développé une économie de guerre articulée en réseaux qui lient le local à l'international. S'ils entretiennent des liens avec des groupes de type mafieux (transactions d'opportunité à valeur économique), les guérillas et les paramilitaires colombiens ne maîtrisent toutefois pas les filières de commercialisation de la drogue et des produits de contrebande. Leur contrôle s'exerce avant tout sur les zones de production de "matières premières" (cultures de coca, de pavot et de marihuana, zones minières, etc.), sur quelques laboratoires de transformation de la drogue et sur des couloirs de communication par lesquels sont acheminés et échangés des produits de contrebande, des armes et de la drogue.

L'économie de guerre ne se limite pas à une forte territorialisation des protagonistes armés dans les zones potentiellement riches. Elle est complétée par des logiques lucratives aux dimensions plus dé-territorialisées. L'extorsion et les enlèvements constituent aujourd'hui deux grandes sources de financement où le soubassement territorial n'est pas nécessairement un élément constitutif des stratégies. Dans les zones qu'ils contrôlent, les paramilitaires et les guérillas pratiquent l'extorsion contre les populations. Mais ils le font aussi de façon plus aléatoire dans les espaces mal ou non maîtrisés où ils mènent des opérations "coup de poing" et où ils commettent des enlèvements "éclair" (Bejarano, 1997). Ou alors, de peur de se compromettre dans des opérations matériellement dangereuses qui les détourneraient d'opérations militaires de plus grande envergure, ils délèguent les pratiques d'enlèvement aux groupes de délinquants qui agissent à leur demande ou essaient de leur "revendre" des personnes enlevées sans avoir reçu de demande de la part des guérillas ou des paramilitaires.

Autrement dit, à une époque où l'on parle de fin des territoires (Badie, 1995), les acteurs du conflit colombien montrent que le rapport au territoire est d'une grande complexité. Ces acteurs obéissent à des logiques de dé-territorialisation et d'ouverture-fermeture socio-spatiales qui, plus qu'elles ne s'excluent, se complètent.

3. 2. Le contrôle des populations

Le maillage et le contrôle des territoires assurés par les groupes armés est complété par la volonté de maîtrise des populations. À l'image des ressources économiques les populations sont à la fois la cible et l'enjeu de la plupart des actions armées. Les protagonistes armés cherchent non seulement à les éliminer mais aussi à les contrôler.

Il est en effet parfois de leur intérêt de ne pas les supprimer physiquement ou de contrôler des territoires quasiment vides de population. Le contrôle des populations procure aux belligérants plusieurs avantages.

D'un point de vue économique, il est un moyen de s'assurer une main d'oeuvre affectée à diverses activités économiques (il)légalles. Il leur permet de surcroît de bénéficier d'un soutien matériel indispensable pour pouvoir soutenir un long effort de guerre coûteux en termes de ressources.

Sur un plan politique et social, il donne par exemple l'occasion aux guérillas de créer et/ou de reprendre des mouvements contestataires paysans en vue d'afficher certaines capacités de mobilisation populaire (stratégies de démonstration de force) dans des opérations aussi spectaculaires que limitées dans le temps (cas de la vague de contestations des producteurs de feuille de coca dans le sud-est de la Colombie en 1996).

Par ailleurs, le contrôle des populations assure aux acteurs armés un certain poids, moins éphémère cette fois, dans la vie et l'administration des localités du pays (Cubides, Olaya & Ortiz, 1998). En les encadrant et en s'immisçant dans la gestion politique du pays à l'échelon local, ils s'affirment comme des pouvoirs *de facto* pour s'ouvrir des possibilités de négociation de paix. Ils s'appuient sur cette gestion du local pour s'ouvrir des espaces de négociation avec le pouvoir central et essayer d'obtenir une certaine légitimité à l'échelle (inter)nationale (*continuum* entre le local, le national et l'international). C'est là une façon de compenser par le recours à la coercition (plus ou moins présente selon les municipalités et le type de contrôle exercé par les groupes armés) une légitimité qui leur fait cruellement défaut dans la mesure où ils manquent de représentation politique légale, leurs exactions sont si nombreuses et la lutte ne fait pas globalement sens aux yeux des populations.

Conscients de cette faiblesse, les acteurs armés s'efforcent néanmoins de lui redonner un sens et une légitimité. La violence est entourée et habillée de discours politiques tels la refonte des institutions du pays ou encore la réforme agraire. Surtout, elle est invoquée au "nom" de la "représentation" ou de la "défense des intérêts" de la "société civile", de la "nation" ou du "peuple colombien". C'est-à-dire qu'il y a une volonté de lier le parcours violent des acteurs armés à celui du pays tout entier afin de donner plus de substrat et "présentabilité" au conflit. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à voir les chefs armés comme Carlos Castaño, à la tête des groupes paramilitaires, se sentir investis d'une mission et se présenter comme des sauveurs de la nation face à l'expansion d'un ennemi interne (Castaño, 2000).

Enfin, d'un point de vue militaire le contrôle des populations procure des avantages. Nous l'avons dit, les combats directs entre protagonistes armés ne sont pas la règle en dépit de la recrudescence des combats observés depuis la seconde moitié des années 1990. Dans la majorité des cas, la confrontation se développe sur un mode bien particulier que nous dénommerons "populations interposées".

De quoi s'agit-il concrètement ? Pour chaque acteur en conflit, l'idée consiste à affaiblir l'ennemi en lui quittant ses éventuels appuis populaires par des actes de grande violence et de cruauté qui rompent toute volonté de résistance et cherchent à dissuader les populations de collaborer avec l'ennemi. Dans une étape ultérieure, il peut également s'agir de récupérer ces populations afin d'accroître ses propres forces. L'intérêt de cette

stratégie militaire est donc multiple : elle permet d'éviter la répétition des affrontements directs entre protagonistes armés et d'économiser des forces dans un conflit de longue durée coûteux en termes de mobilisation de ressources; elle facilite l'affaiblissement de l'ennemi en lui ôtant ses appuis parmi les populations ; et elle permet de réactiver, en partie, ces réseaux d'appui pour les exploiter à son avantage.

La terreur constitue par excellence l'arme mise au service de ce type de stratégie de contrôle des populations et d'affaiblissement de l'ennemi. Du point de vue de ses acteurs (et non des victimes qui n'arrivent généralement pas à la lire tant elles sont traumatisées), la terreur est instrumentalisée dans des desseins qui cherchent à asseoir le contrôle spatial d'un groupe au détriment d'un autre. En soi, elle n'est pas une technique de destruction systématique (Sofsky, 1996) bien qu'elle puisse être vécue comme telle. Elle suppose une part de destruction mais elle vise avant tout à diffuser de la peur dans le tissu social en vue de le paralyser, de le contrôler et de le modeler selon les intérêts des acteurs en conflit (Lair, 1999).

La terreur agit comme un agent multiplicateur de violence et de traumatismes. À partir d'un fait violent particulier, plus ou moins cruel et théâtralisé (corps mutilés, assassinats, enlèvements, menace de mort, etc.), la peur se diffuse sous l'effet de témoignages (in)directs et de rumeurs. Finalement, en s'appuyant sur les perceptions et les représentations que les civils ont de la violence, la terreur fait d'eux les protagonistes d'un jeu circulaire sans fin où ils sont à la fois un acteur (vecteur-cible) et une victime (cible-vecteur).

La terreur s'accompagne de phénomènes de labelisation violents ami-ennemi qui empêchent la neutralité. Toute personne qui ne coopère pas devient un suspect *a priori*. Cette logique binaire forcé ami-ennemi a pour ambition de clarifier les rapports sociaux et d'uniformiser les territoires pour éviter les résistances, limiter les incertitudes fort nombreuses en temps de guerre et pacifier l'environnement. Elle permet enfin de lier le sort des populations à celui des protagonistes dans une logique bipolaire pour donner le sentiment que cette guerre est aussi celle du peuple. On retrouve là le thème de la légitimation et la remise en sens du conflit par les acteurs armés évoqué ci-dessus à propos des discours et des images qui entourent la confrontation. La terreur et sa logique ami-ennemi viennent appuyer et servir la rhétorique sur la justification du conflit qui se ferait avec et pour les Colombiens.

3. 3. Les logiques de cruauté

Pour conclure, nous ferons référence aux stratégies de cruauté sciemment mises en oeuvre par les protagonistes armés. Ces stratégies ont une valeur hautement symbolique qui s'articule autour des notions de pouvoir et de (dé)construction d'identité.

Bien que la cruauté puisse être envisagée en dehors du pouvoir (Balibar, 1996), nous pensons que telle qu'elle est appréhendée et utilisée par les acteurs armés colombiens, elle est un support, voire la principale ressource de stratégies d'affirmation de pouvoir.

Pénétrer et défigurer violemment le corps d'autrui permet non seulement de lui faire perdre physiquement et symboliquement son humanité, c'est-à-dire de le

“ déshumaniser ” (Staub, 1998), mais aussi de le dévaloriser. La victime est perçue comme appartenant à “ l’infra-humanité ” contre laquelle tous les abus et les sévices sont autorisés. L’ennemi dévalorisé, la violence peut se libérer et se déchaîner au point de paraître dénuée de sens comme nous l’avons vu.

S’installe alors une relation de pouvoir puis de domination entre la victime et son bourreau : celui-ci se pose en vainqueur sur sa “ proie ” qu’il “ domestique ”. Cette relation s’instaure également entre le bourreau et l’environnement dans lequel se trouvent d’autres victimes potentielles.

Nous avons dit antérieurement dans le texte que la violence armée n’avait pas “ d’idéologie ” politico-sociale. Ici, nous voyons qu’elle récupère de “ l’idéologie ” mais sur un plan beaucoup plus emblématique et symbolique avec, en soubassement, l’expression du pouvoir. Elle est la victoire de l’Homme violent armé ou du bourreau (Sofsky, 1996) sur ses ennemis qui sont l’objet de stratégies de dévalorisation encore appelées de “ délégitimation ”.

Pour que la dévalorisation soit opérante, il faut qu’il y ait communication entre le bourreau et sa victime directe puis avec le milieu social. Celle-ci peut être verbale et explicite (souvent l’ennemi est présenté comme un animal nuisible et dangereux pour la société) ou peut encore s’effectuer dans l’acte même de la violence et de la cruauté (Blok, 2000). D’où le recours à la terreur qui constitue un mécanisme de diffusion de la peur reposant essentiellement sur le mode de la communication verbale et visuelle.

En effet, dans certaines pratiques de mise à mort et de torture, chaque acteur armé imprime sa marque au besoin avec des sigles faisant référence au nom des groupes en conflit (AUC pour les paramilitaires ou FARC/ELN pour les guérillas). Lorsqu’ils mutilent et/ou tuent des personnes qui sont volontairement exposées dans des lieux publics, les acteurs armés se livrent non seulement à une guerre par “ populations interposées ” mais aussi par “ corps interposés ”.

En livrant et en abandonnant des corps à l’ennemi et à la société en général, ils envoient des messages au monde extérieur : ils affirment et affichent notamment leur présence territoriale armée, aussi précaire soit-elle, et leur pouvoir de nuisance. Il y a donc communication dans et par la violence.

En produisant des corps mutilés, les acteurs en conflit répondent également à des stratégies identitaires. Ils s’imposent comme une organisation militaire avec ses propres règles, normes et valeurs internes, au détriment d’autrui. Ils déconstruisent l’intégrité physique et l’unité symbolique de chacune de leurs victimes qu’elles soient directes ou plus lointaines. À l’échelle du pays, ils détruisent le lien social et dépossèdent la communauté de ses valeurs pour mieux la fragmenter et la contrôler.

Pour d’autres situations conflictuelles armées, on a parlé “ d’invasion ” et de “ meurtre ” “ identitaires ” pour caractériser les stratégies et les logiques à l’œuvre derrière les actes de grande violence et de cruauté de quelques groupes armés (Nahoum-Grappe, 1996). On peut reprendre ces notions pour les appliquer au cas colombien. À la différence près qu’en Colombie les victimes ne forment généralement pas des groupes politiquement homogènes et encore moins culturellement ou ethniquement.

L'hétérogénéité identitaire des victimes, que les artisans de la violence essaient de réduire à néant et/ou de modeler pour créer des allégeances, est donc grande.

Les processus de possession et déconstruction identitaires par la violence sont en somme particulièrement aléatoires et diffus. Chacun devient une victime en puissance et se sent la cible d'une menace armée qui peut paraître à la fois partout et nulle part.

4. CONCLUSION

On le voit la lecture du conflit invite à multiplier les échelles et les grilles d'analyse. Pour les populations et de nombreux analystes, la violence armée ne fait pas souvent sens. En revanche, l'analyse stratégique a permis de mettre en évidence certaines rationalités limitées et privatisées, puisque non partagées par la majorité des Colombiens, qui offrent une autre interprétation du conflit.

Qu'il soit lu selon une approche stratégique ou beaucoup plus anémique et irrationnelle, le conflit colombien constitue un cas de " guerre contre les civils " dans lequel les protagonistes armés se livrent à une confrontation par " populations " et par " corps " interposés.

Les ressources mobilisées (économiques, militaires, politiques, diversité des répertoires de la violence, etc.) et les effets destructurants du conflit sont désormais si importants qu'on pourrait même parler de guerre interne totale, et non de " guerre limitée " comme on le lit souvent, ou de guerre contre la nation.

Dans ces conditions, si l'actuel processus de paix initié entre les guérillas et l'État n'aboutit pas à une solution négociée au conflit armé, le pays risque de sombrer dans une confrontation d'une intensité sans précédent. Les groupes armés auraient alors réussi à faire chavirer dans la violence et la souffrance une jeune nation dont les prochaines générations vivront, à n'en pas douter, les séquelles d'une guerre qu'ils n'ont pas voulue ni orchestrée.

Références citées

- BADIE, B., 1995 - *La fin des territoires* ; Paris : Fayard.
- BALIBAR, E., 1996 - Violence : idéalité et cruauté. In : *De la violence* (F. Héritier, ed.) : 57-87 ; Paris : Éditions Odile Jacob.
- BEJARANO, J. A. (ed.), 1997 - *Colombia: inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales* ; Santafé de Bogotá : Universidad Externado de Colombia-FONADE.
- BERISTAIN, C. M., 2000 - *Reconstruir el tejido social*, 287p. ; Barcelona : Icaria.
- BIGO, D., 1992-1993 - Les conflits post-bipolaires : dynamiques et caractéristiques. *Cultures et Conflits*, N° 8 : 3-14.
- BIGO, D., 1995 - Grands débats dans un petit monde : les perceptions de l'ordre post-bipolaire et leur lien avec le monde de la sécurité. *Cultures et Conflits*, N° 19.

- BLOK, A., 2000 - The enigma of senseless violence. In : *Meanings of violence* (A. Göran & J. Abbink, eds.) : 23-38 ; New York : Berg.
- BONILLA VELEZ, J. I. & GARCÍA RAYA, M. E., 1998 - Los discursos del conflicto. *Cuadernos de Comunicación*, N° 35 : 7-165.
- BOTERO TORO, E., SOLIS VILLA, R., LÓPEZ CASTAÑO, M. & VELÁSQUEZ, E., 2000 - *Duelo, acontecimiento y vida*, 195p. ; Santafé de Bogotá : ESAP publicaciones.
- BRINKMAN, I., 2000 - Ways of death : accounts of terror from Angolan refugees in Namibia. *Africa*, 1(70) : 1-24.
- CASTAÑO, C., 2000 - Entretien télévisé accordé à RCN le 20 août 2000. Disponible sur le site suivant : rcn.com.co
- CASTRO CAYCEDO, G., 1996 - *En secreto*, 342p. ; Santafé de Bogotá : Planeta.
- CLAUSEWITZ, K. Von, 1956 - *De la guerre*, 760p. ; Paris : Éditions de Minuit.
- CUBIDES, F. & DOMÍNGUEZ, C. (eds.), 1999 - *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, 484p. ; Santafé de Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.
- CUBIDES, F., OLAYA, A. C. & ORTIZ, C. M., 1998 - *La violencia y el municipio colombiano, 1980-1997*, 316p. ; Santafé de Bogotá : Universidad Nacional de Colombia/CES.
- DUFOUR, J.-L., 1997 - La guerre survivra-t-elle au XXI^e siècle ? *Politique Étrangère*, N° 1 : 33-44.
- ECHANDÍA, C., 1999a - *El conflicto armado y las manifestaciones de la violencia en las regiones de Colombia*, 236p. ; Santafé de Bogotá : Presidencia de la República.
- ECHANDÍA, C., 1999b - La guérilla colombienne : conditions objectives et stratégies d'une expansion. *Problèmes d'Amérique Latine*, N° 34, juillet-septembre 1999.
- FRANÇOIS, J. & RUFIN, J.-C. (sous la direction de), 1996 - *Économie des guerres civiles*, 593p. ; Paris : Hachette.
- GORAN, A. & ABBINK, J. (eds.), 2000 - *Meanings of violence*, 220p. ; New York : Berg.
- HALPERN, J. & KIDECKEL, D. (eds.), 2000 - *Neighbors at war - anthropological perspectives on Yugoslav ethnicity, culture and history*, 477p. ; University Park-Pennsylvania : The Pennsylvania State University Press.
- HÉRITIER, F. (ed.), 1996 - *De la violence*, 400p. ; Paris : Éditions Odile Jacob.
- HUMAN RIGHTS WATCH - Divers rapports sur la situation en Colombie sont disponibles à l'adresse suivante : www.hrw.org
- HUMPHREY, M., 2000 - Violence, voice and identity in Algeria. *Arab Studies Quarterly*, 1(22) : 1-23.
- HUNTINGTON, S., 1998 - *The clash of civilizations and the remaking of world order*, 368p. ; New York : Touchstone Books.
- KAPLAN, R., 2000 - *The coming anarchy : shattering the dream of the post-cold war*, 208p. ; New York : Random House.
- KENNEDY-PIPE, C. & CLIVE, J., 1999 - An introduction to *Civil Wars*. *Civil Wars*, 1(1) : 1-15.
- KOSELLECK, R., 1990 - *Le futur passé – contribution à la sémantique des temps historiques* ; Paris : EHESS.
- LAIR, É., 1999 - El terror, recurso estratégico de los actores armados : reflexiones en torno al conflicto colombiano. *Análisis Político*, N° 36 : 64-76.
- LÓPEZ CASTAÑO, M., 2000 - Escribir y recordar. In : *Duelo, acontecimiento y vida* (E. Botero Toro, R. Solís Villa, M. López Castaño & E. Velásquez) : 95-130 ; Santafé de Bogotá : ESAP publicaciones.
- MONTHERLANT de, H., 1965 - *La guerre civile* ; Paris : Gallimard.
- NAHOUM-GRAPPE, V., 1996 - L'usage politique de la cruauté. In : *De la violence* (F. Héritier, ed.) : 275-323 ; Paris : Éditions Odile Jacob.

- NORDSTROM, C., 1997 - *A different kind of war story*, 272p. ; Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- PÉCAUT, D., 1994 - Violence et politique - quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie. *Cultures et Conflits*, N° **13-14** : 155-166.
- PÉCAUT, D., 1997 - De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien. *Cultures et Conflits*, N° **24-25** : 147-179.
- PÉCAUT, D., 1999 - Colombie : une paix insaisissable. *Problèmes d'Amérique Latine*, N° **34**, juillet-septembre : 5-31.
- RAMÍREZ TOBÓN, W., 1997 - *Urabá, los inciertos confines de una crisis*, 174p. ; Santafé de Bogotá : Planeta.
- RANGEL SUÁREZ, A., 1998 - *Colombia: guerra en el fin de siglo* ; Santafé de Bogotá : Tercer Mundo Editores.
- RAUFER, X., 1993 - *Les superpuissances du crime - enquête sur le narco-terrorisme* ; Paris : Plon.
- RUFIN, J.-C., 1996 - Les économies de guerre dans les conflits internes. In : *Économie des guerres civiles* (J. François & J.-C. Rufin, sous la direction de) : 19-59 ; Paris : Hachette.
- SÁNCHEZ, G., 1998 - *Guerre et politique en Colombie* ; Paris : L'Harmattan.
- SCHIRMER J., 1998 - *The Guatemalan military project - a violence called democracy*, 345p. ; Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- SOFSKY, W., 1996 - *Traité de la violence*, 214p. ; Paris : Gallimard.
- STAUB, E., 1998 - *The roots of evil*, 336p. ; Cambridge : Cambridge University Press.
- TAPIA, C., 1997 - *Las fuerzas armadas y Sendero Luminoso*, 160p. ; Lima : IEP.
- HUGH, T., 1961 - *La guerre d'Espagne*, 697p. ; Paris : Robert Laffont.
- URIBE, M. V., 1978 - *Matar, rematar y contramatar*, 209p. ; Santafé de Bogotá : CINEP.

